

GRAND ORIENT DE FRANCE



Science
Citoyen

technique

politique

État

LIVRE BLANC

Après

Les Cahiers thématiques



travail
école

santé

République

fraternité

économie

solidarité laïcité

Qu'avons-nous appris ?

individu

société

liberté

Qu'avons-nous appris de cette crise ? Quelle société pour demain ?

Ces réflexions et propositions ont été construites par les loges suivantes :

Respectable Loge, Florebo Quocumque Ferer, Orient de Saint Denis de la Réunion, Région 3

Respectable Loge, Abbé Grégoire, Orient de Lunéville, Région 4

Respectable Loge, La Parfaite Harmonie, Orient de Clermont Ferrand, Région 5

Respectable Loge, Les Amis choisis, Orient de Lyon, Région 6

Respectable Loge, Le Cœur et l'Esprit, Orient de Voiron, Région 6

Respectable Loge, La Persévérance, Orient de Saumur, Région 9

Respectable Loge, Locarno Fraternité, Orient de Paris, Région 13

Respectable Loge, Les Vrais Zélés, Orient de Chalon sur Saône, Région 6

Respectable Loge, Pyramidion, Orient de Bordeaux-Cenon, Région 16

Respectable Loge, La Ruche des Patriotes, Orient de Ribérac, Région 16

Qu'avons-nous appris de cette crise ?

Ne voyons pas dans les événements récents un quelconque châtement divin, trop facile : on tient déjà le coupable. Nous devons par contre voir dans ce désordre une occasion de nous réaliser dans ce que l'on peut voir de meilleur en l'homme, le don de soi, le gratuit. Aux deux extrêmes se trouveront celui qui a vécu ce temps comme une espèce de pause, le forçant à ralentir un rythme effréné, et celle qui a dû aller travailler, gérer des urgences sans en avoir toujours les moyens.

Au-delà de ces différences individuelles, il nous paraît riche d'enseignements de mettre au jour ce qui nous rapproche, ce qui témoigne de notre commune humanité.

Quelques constats au niveau international

Les faits sont têtus : les peuples dont les exécutifs autocrates ou autoritaires qui ont nié l'évidence de la pandémie, ont été plus durement atteints par la crise : Brésil, GB, EU ...

Les économies, dont le rôle de l'État a été protecteur, ont traversé la pandémie et ont été relativement épargnées d'une catastrophe sanitaire, économique et sociale : A l'image de la France, les économies pourvues de stabilisateurs sociaux ont mieux résisté à la crise économique et sociale. Cette situation montre l'intérêt du modèle des économies mixtes et du rôle protecteur de l'État.

En revanche, on observe le danger de l'application des idéologies : les pays sous influence d'économies néolibérales (ultra libéralisme) c'est à dire qui s'interdisent toute intervention protectrice de l'État, ont rencontré une limite liée à cette idéologie dominante (EU, GB, Brésil...) ; conscients de cette limite, les EU et la GB ont rapidement mis en œuvre une politique sociale et monétaire distributrice notamment aux EU où le contexte électoral a favorisé l'intervention de l'État. Cette situation montre, si besoin était,

l'intérêt du modèle démocratique, la nécessité de l'intervention régulatrice des États, et la limite des systèmes néolibéraux dominés par l'ultralibéralisme.

Les dangers de la mondialisation des économies néo-libérales (sans contrôle de la puissance publique c'est-à-dire de l'intérêt supérieur de la nation) : les produits et services dont la fabrication est délocalisée deviennent stratégiques en période de crise. Les ruptures de stocks de médicaments apparues précédemment auraient dû servir d'indicateur d'alerte. La nécessité d'une diversification des approvisionnements (considérant que la mondialisation se poursuivra) qui apparaît nécessaire devra pour être effective, s'accompagner des conditions (économiques et salariales) de la reconstruction d'un tissu industriel adaptable et performant (l'Allemagne est de ce point de vue un exemple).

Le traité de Maastricht n'a pas prévu les situations de crise sanitaire : l'absence de politique de santé concertée et surtout la règle des 3 % de déficit budgétaire à ne pas dépasser, en toutes circonstances apparaît dogmatique ; il en a été de même de l'application de la liberté de circulation à l'intérieur de l'espace Schengen qui a accéléré l'épidémie en France en provenance de l'extérieur et qui a échappé au contrôle des autorités.

Comment nous transformer de façon durable et Éthique.

Cette crise sanitaire préfigure ce qui nous attend dans un avenir proche, si nous ne prenons pas garde à une pollution sans limite, à l'utilisation et au non-recyclage des déchets, notamment des plastiques, à l'épandage des pesticides et à la déforestation sans modération, à l'élevage industriel, à l'abattage et à la souffrance animale, tout cela pour le profit.

Et si nous sortions du principe de profit ?

Si tout était gratuit, aurais-je le droit de tout posséder ? Voilà bien une question saugrenue !

Aujourd'hui, nous restons dans la quantité de production pour plus de profit. Nous ne comprenons notre bonheur qu'en le perdant. La société que nous avons bâtie, avec et par le profit est adossée à un système bancaire qui reste loin, très loin, d'une notion de partage ou, *a minima*, d'être au service de la société. Est-il normal que le système de créances conçu par l'humain, reste au seul profit d'une poignée de personnes qui le contrôlent ? L'unique course au profit démontre maintenant sa limite par cette accélération d'accumulation des biens, ainsi que la soumission des personnes, voire des États. Un exemple criant, il y a quelques années : après la crise de 2008, les banques furent renflouées par centaines de milliards d'argent public, pour relancer les prêts bancaires aux plus faibles entreprises et particuliers, et la première des décisions fut de verser des dividendes en hausse, en toute impunité, parce que les États eux-mêmes sont endettés à vie auprès des banques et marchés financiers. Ces grands argentiers démunis de toute déontologie, sans la moindre éthique, notent la capacité de ces États, donc des peuples, à rembourser leurs dettes et spéculent dessus sans scrupule, et cela est leur moindre défaut, puisqu'ils tiennent aussi les médias, faussant l'information et finançant les élus, sans se culpabiliser.

L'un des principes fondamentaux des banques, et on peut le voir à titre individuel et national, c'est de nous rendre esclaves de nos dettes. Les particuliers peuvent contracter une dette sur plusieurs générations, les États ne solderont jamais leurs emprunts et ne paieront que les intérêts sans fin.

Comment avoir une société libre et éthique quand les décideurs politiques de tous bords sont aidés et sollicités par des sociétés privées et leurs cohortes de lobbyistes ?

Le temps est peut-être venu de réfléchir en tant qu'humanité responsable (et les désordres récents le démontrent). Tout peut être partagé quand il y a un but commun et une évidence de survie.

Les politiques devront aussi se métamorphoser de l'intérieur. Il paraît surprenant qu'une société créant des élites issues des grandes écoles de la République soient aussi déconnectées des problèmes et des solutions qu'il convient d'apporter au peuple, qu'il devrait servir ?

Comment transformer toute une population, comment l'aider à se dépasser ?

Il commence par une volonté des individus assistés par des personnes dépositaires d'un idéal social, sociétal, philosophique et spirituel. Le cherchant se laisse guider par une main responsable qu'il espère, qu'il attend. C'est une situation qui s'est dégradée entre les citoyens et nos représentants.

Dans tout nouveau changement une mise à nu et une soumission, positive, une confiance reste la base d'une relation respectueuse et sincère entre l'impétrant et le guide. Tout n'est pas dû, mais l'essentiel doit être reçu. Après, le travail, (loin d'être une souffrance) peut et doit se transformer en lien social que l'on apprécie, une valorisation de l'être, une acceptation de soi et un respect de l'autre.

Quelle société pour demain ?

Manifestement tous les peuples souhaitent que l'économie soit au service de l'Homme. Une réflexion se fait jour également pour remettre également la santé au rang des priorités nationales. - Une politique de santé au service du citoyen et mettant l'Homme au centre de cette politique : Les populations et les soignants souhaitent à minima que les hôpitaux disposent des moyens d'exercer leur mission au service du citoyen (au lieu d'une politique d'économies à marche forcée),

Dans les faits, une politique de santé qui définit les priorités et les moyens d'y parvenir apparaît plus que jamais nécessaire, à partir d'un état des lieux critique des politiques précédentes. Pour être suivie d'effets cette politique doit pouvoir être mesurée avec une sanction possible engageant la responsabilité des dirigeants politiques qui en auront fait la promesse. Ainsi par exemple, une révision législative rendant les dirigeants politiques responsables des impacts de leurs politiques quand elles sont contraires à l'ordre moral devrait voir le jour ;

Article 68-1 et suivants de la Constitution de 1958 définissent les conditions dans lesquelles engager la responsabilité pénale d'un membre du gouvernement dans l'exercice de leur fonction. Cette mise en cause pénale d'un ministre se fera devant la Cour de Justice de la République - composée de 12 parlementaires et de trois juges professionnels, dont l'un préside la Cour. Une requête formulée par une personne se prétendant lésée par un crime ou un délit commis par un membre du Gouvernement dans l'exercice de ses fonctions est examinée par une commission composée de magistrats professionnels. La requête est ensuite classée ou transmises au procureur général près la Cour de Cassation pour saisir la Cour de justice de la République.

L'Homme a finalement réagi très vite et s'est découvert en peu de temps de nouveaux modèles aussi viables que ceux auxquels il croyait avant la crise : relations humaines, communication, entraide, solidarité, travail, déplacements. Il a revu aussi certaines de ses valeurs et remis en cause leur échelle. Seul l'insensé sortira infertile et stérile d'enseignement de cette période si particulière.

Parmi les enseignements de cette crise, on ne peut ignorer l'influence croissante des media d'information qui va de pair avec la boulimie informationnelle du monde profane. Pouvoirs politiques, cercles d'influence, consortiums industriels, géants de l'information et réseaux sociaux ont surfé sur cette soif de savoir avec plus ou moins d'exactitude, de pertinence et malheureusement parfois d'honnêteté. Dans le même temps, les populations submergées par cette vague informationnelle et prises de panique cherchaient plus à savoir qu'à comprendre. Jamais auparavant une crise sanitaire n'aura fait l'objet d'une telle gestion politique.

Vers une transition éthique avec redéfinition d'un bien commun

Après un certain essoufflement, la crise semble reprendre de la vigueur mais l'heure a déjà sonné d'en tirer les enseignements. Ils sont nombreux et couvrent des domaines aussi variés que distants : relations entre individus, entre générations, entre peuples ; relation au travail, relation à la famille ; relations sociales ; modèle de société ; système de santé ; relations entre États ; modèles économiques ; enjeux

environnementaux et démographiques. Il faudra des forums de savants et d'experts, de parlementaires, mais aussi l'homme de la rue, le riche, le pauvre, le nanti, le démuné, l'entrepreneur, l'ouvrier, le sans-emploi, le docteur, le brancardier pour espérer sortir plus forts de cette crise inédite. La tâche est énorme mais la volonté semble être là, sera-t-elle persistante ? Et surtout, au-delà des leçons apprises de cette pandémie, saurons-nous les retenir ? Pourrons-nous mettre en œuvre les changements qui seront suggérés ou bien les nécessités économiques, l'égoïsme, la politique et les individualismes reprendront-ils leur cours ?

On le comprend, notre société est perfectible à travers un certain nombre de mesures concrètes et divers, triviales ou de plus grande hauteur, mais qui permettraient de faire passer cette culture des choix collectifs dans les esprits ; nous ne sommes plus au temps des grandes réformes institutionnelles où les peuples hésitaient entre le régime monarchique et la république. La vie démocratique se décline sur le terrain. Quant à la construction du « monde d'Après », il est à craindre que les optimistes soient déçus, à part quelques habitudes nouvelles qui ne modifieront pas l'ambiguïté et la cupidité humaine ; ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas essayer au contraire : la voie du progrès et du perfectionnement est plus que jamais la nôtre.

L'après, c'est d'abord changer notre vision de nos conditions d'existence et accepter des incertitudes qui peuvent avoir des points positifs. Comme par exemple la mondialisation à qui l'ont reproché l'incapacité à produire des masques ou des médicaments, mais qui a aussi permis d'avoir une vision mondiale de la pandémie et peut être un vaccin d'ici deux ans. Il ne faut pas opposer mondialisation et souveraineté nationale, il faut faire du ternaire, c'est ce qui s'appelle la solidarité internationale.

Notre quête doit aussi porter sur une solidarité plus grande entre les pays. La réflexion doit porter sur ce qu'on veut faire au titre de la mondialisation d'une part, et au titre de la souveraineté nationale d'autre part. Par ailleurs, la logique des flux qui fait que l'on veut toujours aller plus vite doit être proscrite à l'avenir.